

de 1985 et confirmé dans la Déclaration de Downing Street de 1993, affirmait que si la majorité des habitants de l'Irlande du Nord souhaitaient rester au sein du Royaume-Uni, la République d'Irlande se s'y opposerait pas, et que s'ils souhaitaient l'intégration de l'Irlande du Nord à la République d'Irlande, la Grande-Bretagne ne s'y opposerait pas. La déclaration de la Grande-Bretagne voulant qu'elle n'ait aucun intérêt stratégique en Irlande du Nord, et qu'elle respecterait le désir de la majorité quant à l'avenir constitutionnel de la province, ainsi que la volonté déclarée de la République d'Irlande de respecter tout vote majoritaire du Nord en faveur de l'unification, avaient suscité des appréhensions dans les deux camps. Du côté républicain parce que l'Irlande indiquait par là qu'elle était prête à reconnaître la partition de 1920, et du côté unioniste parce que cela montrait que la Grande-Bretagne était prête à voir la République d'Irlande absorber les six comtés de l'Ulster. En établissant la politique du consentement, les gouvernements avaient toutefois sapé les arguments invoqués par les groupes paramilitaires pour poursuivre leur combat – puisque, des deux côtés, leurs membres prétendaient soutenir les principes démocratiques – et ils avaient fait taire les critiques américains qui continuaient de s'opposer au rôle de la Grande-Bretagne en Irlande du Nord. Bref, ils venaient d'ouvrir la voie au dialogue.

Les pourparlers proposés par les deux gouvernements visaient trois objectifs. Le premier était d'amener les parties à s'entendre sur la réinstauration, dans le Nord, du gouvernement provincial qui avait été suspendu en 1972, au début des Troubles, alors que l'exercice du pouvoir direct de Westminster avait été imposé. Le deuxième était d'établir, entre le Nord et le Sud, des mécanismes dans des domaines d'intérêt qui bénéficieraient aux deux pays, ce qui semblait particulièrement approprié vu que les deux étaient membres de l'Union européenne. Enfin, le troisième consistait à mettre en place, entre Londres et Dublin, des mécanismes visant à prévenir ou à corriger le genre de problèmes qui les avaient opposés jusque-là.

Les premiers ministres John Major et John Bruton souhaitaient que les pourparlers s'amorcent au début de 1995, mais cela ne s'est pas produit. Dans un discours qu'il avait prononcé, le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord avait laissé entendre que les partis politiques auxquels étaient affiliés des groupes paramilitaires ne seraient pas invités à prendre part aux discussions tant que les paramilitaires n'auraient pas démontré la sincérité de leurs intentions pacifiques en commençant par désarmer. Cette déclaration a été plutôt mal accueillie par les groupes paramilitaires, qui